

# Les révolutions arabes et la politique des blocs

vendredi 8 avril 2011, par [ALBA RICO Santiago](#) (Date de rédaction antérieure : 6 avril 2011).

Qu'il s'agisse de fausses républiques, de théocraties pétrolières ou de monarchies pseudo-parlementaires et indépendamment de leur profil social et économique, tous les pays du monde arabe partagent – ou partageaient avant le 14 janvier – un trait commun : ils sont tous soumis à des dictatures féroces gérées par de petites oligarchies qui se maintiennent au pouvoir par des pratiques mafieuses et par la répression policière, générant dans la majorité des cas des niveaux élevés et scandaleux de misère pour la majorité de leur population.

Tous ces gouvernements étaient et sont de fidèles alliés de l'Occident et de ses intérêts dans la région : gaz, pétrole, politique migratoire, soutien à Israël. Aucun d'eux ne constitue un obstacle pour le contrôle impérialiste de la région, comme le démontrent les hésitations des Etats-Unis et de l'UE avant d'abandonner Ben Ali en Tunisie et Hosni Moubarak en Egypte. Ou comme le prouve également le soutien inconditionnel à la famille Khalifa au Bahreïn, au président Saleh du Yémen, au roi Abdallah de Jordanie ou à Mohamed VI et Boutéflika au Maroc et en Algérie, pays où les manifestations ont été réprimées dans le silence généralisé des médias et des gouvernements occidentaux. Pour ne pas parler, bien entendu, de l'Arabie Saoudite, propriété de la famille Saoud et dont les soldats sont présents au Barheïn pour réprimer les légitimes revendications populaires qui mettent en péril les pétro-monarchies du Golfe, alliés fondamentaux des Etats-Unis.

Le cas de la Libye n'est pas une exception dans ce tableau, bien que, sans aucun doute, il complique beaucoup les choses et brouille les analyses, surtout dans le camp de la gauche anti-impérialiste. Kadhafi est un dictateur non moins sinistre que ses collègues et son peuple n'a pas moins de raisons de contester son pouvoir. Le 17 février, quand se déroule le massacre de Benghazi, le régime libyen ne constitue aucune menace pour l'impérialisme. Bien au contraire, il s'agissait d'un allié complaisant dans la « guerre contre le terrorisme » ; dans le « génocide structurel » - comme l'appelle Hinkelammert - des politiques migratoires européennes et dans l'approvisionnement en pétrole et en gaz pour l'Europe et les Etats-Unis au travers de contrats juteux avec ENI, Shell, BP ou Repsol. Cela fait des années que les Occidentaux lui ont pardonné toutes ses extravagances et ses crimes. Il avait été reçu par Sarkozy, embrassé par Berlusconi ou Zapatero et complimenté par Condoleezza Rice. Livingstone et Monitors, deux entreprises de relations publiques étatsuniennes, se chargeaient de soigner son image aux Etats-Unis. En janvier 2011, d'autre part, à peine un mois avant la révolte populaire, le Fonds Monétaire International, par la voix de son président Dominique Strauss-Kahn, avait félicité Kadhafi et son gouvernement pour les réformes économiques entreprises au cours des dernières années dans ce pays.

Pourquoi, alors, intervenir contre un tel ami ? Pourquoi les attaques de l'OTAN ? N'y a-t-il aucune différence entre la Tunisie et la Libye ? Oui, il y en a, mais cela n'a rien à voir avec la composition « tribale », avec la « présence d'Al Quaïda » ou d'un PIB par habitant plus élevé qu'ailleurs. La différence, c'est le pétrole. La Libye possède du pétrole, la Tunisie, pas. Et avec une crise énergétique internationale, aggravée par le désastre nucléaire japonais, il est absolument nécessaire de garantir l'accès au combustible libyen.

Mais ce pétrole n'était-il pas déjà « à nous » ? N'était-il pas dans les mains des multinationales ? Oui,

effectivement, et c'est pour cela qu'il faut comprendre que la révolution commencée le 14 février en Tunisie puis en Egypte n'a pas précisément fait plaisir ni à Kadhafi, ni à la France, l'Angleterre, aux Etats-Unis ou à l'Italie et à l'Espagne. Jusqu'au 25 février, les gouvernements occidentaux ont été tellement timorés dans leurs condamnations de la répression que plusieurs médias de gauche soulignaient l'hypocrisie « d'alimenter les protestations en Iran alors qu'on déligitime celles en Libye et au Bahreïn ». Berlusconi, pour sa part, a initialement défendu sans aucune ambiguïté son ami Kadhafi, auquel il est étroitement lié. Mais comme il était difficile de continuer à soutenir publiquement un dictateur après les révolutions en Tunisie et en Egypte et comme, d'autre part, les révolutionnaires libyens avançaient victorieusement à l'époque vers Tripoli – tout semblait indiquer une chute imminente du régime – les puissances occidentales ont commencé à pencher en faveur des vainqueurs virtuels.

Lorsque les livraisons d'armes venant d'Algérie et de Syrie, ainsi que le recrutement intentif de mercenaires, ont bouleversé, de manière inattendue, le rapport de forces militaire sur le terrain, il était trop tard pour changer de fusil d'épaule. Il fallait combattre Kadhafi par tous les moyens et de manière urgente puisqu'il était sur le point d'assiéger Benghazi, dernier bastion des rebelles. La campagne de l'OTAN fut, naturellement, préparée et accompagnée par une diabolisation médiatique de l'ex-ami libyen, diabolisation qui, si elle repose sur la réalité, n'en est pas moins ignoble et malhonnête si l'on tient compte de qui la mène et dans quel but.

Le problème, c'est qu'une partie de la gauche anti-impérialiste, et y compris quelques gouvernements latino-américains de qui on aurait pu attendre plus de solidarité face à une révolte populaire, ont interprété l'intervention et la diabolisation médiatique comme un critère infaillible pour en déduire, par un pur effet de miroir inversé, des conclusions erronées. Au lieu de dénoncer l'intervention militaire comme une improvisation criminelle, source de nombreux conflits au sein des agresseurs eux-mêmes, on a adopté des conclusions mécaniques, propres au cadre de la guerre froide, impliquant de reproduire les mêmes doubles discours et les mêmes manipulations qui sont justement reprochées à l'ennemi impérialiste.

S'il y a intervention, disent-ils, c'est que la révolte n'était ni légitime, ni juste, ni spontanée, ni populaire. Contre toutes les évidences et au mépris du sacrifice de centaines de jeunes, on décide de manière arbitraire et sans beaucoup de connaissance de la région, que les peuples tunisien et égyptien (et sans doute ceux du Yémen, du Bahreïn ou du Maroc) ont le droit de se révolter, mais pas le peuple libyen. Conséquence logique de ce raisonnement mécanique, face à la diabolisation médiatique du dictateur libyen, on arrive à la conclusion absurde que Kadhafi est en réalité un socialiste, un anti-impérialiste et un démocrate, un leader tiers-mondiste exemplaire qui a sauvé son peuple de la pauvreté et de la superstition, représentant ainsi un obstacle aux puissances coloniales. Mais cette contre-diabolisation exige de mentir autant, sinon plus, et de manipuler de la même manière que les médias ont préparé l'agression. Afin de s'opposer, avec raison, à l'intervention de l'OTAN, certains ont commis la double injustice de mépriser un peuple et d'encenser un dictateur. Exactement comme l'ont toujours fait et le font toujours les impérialistes et leurs médias.

La Grande Révolte Arabe met surtout en difficulté les impérialistes, dont les gouvernements amis dans la région sont menacés par les révoltes populaires. Tous les dictateurs, ai-je dit, sont leurs alliés. Mais ce n'est pas tout à fait exact. Il y a une exception : Bachar Al-Assad en Syrie, qui constitue effectivement une épine pour l'UE, les Etats-Unis et Israël. Si le régime syrien constitue bien un obstacle pour leurs plans au Moyen-Orient, il n'en reste pas moins qu'on peut dire de lui la même chose que pour tous les autres : il a asphyxié la vie politique, sociale et économique de sa population, surtout des plus jeunes. Les révoltes, qui ont commencé le 15 mars et qui ont provoqué la mort d'au moins 56 personnes, sont légitimes, comme dans n'importe quel autre pays de la région. Mais, contrairement au cas de la Libye avec Kadhafi, elles peuvent effectivement menacer l'équilibre instable au Proche Orient. Allié de l'Iran et du Hezbollah au Liban et donc ennemi d'Israël, le régime

syrien compte pas mal d'adversaires intéressés à le déstabiliser ou à le renverser. Mais faut-il pour autant transformer Al-Assad en « socialiste », en « humaniste » et en « leader révolutionnaire » ?

La vieille politique des blocs ne fonctionne plus. L'impulsion démocratique inespérée dans le monde arabe change la donne et met tout le monde sous pression. Au début, c'était seulement les impérialistes qui avaient le plus à perdre. Curieusement, une partie de la gauche, la plus influente et puissante, lui a laissé le chemin libre : au lieu de soutenir avec toute son autorité et prestige les révoltes populaires arabes, elle s'est consacré à défendre deux tyrans, Kadhafi et Al-Assad, tandis que l'UE et les Etats-Unis abandonnaient sagement les leurs pour tenter d'infiltrer et de contrôler les processus post-révolutionnaires en Egypte et en Tunisie, de maîtriser militairement la rébellion libyenne et de manœuvrer de manière sélective en Algérie, Maroc, Jordanie, Yémen et Bahreïn afin de limiter autant que possible les dégâts.

**Par Santiago Alba Rico**

---

---

**P.-S.**

\* Traduction française : Ataulfo Riera pour le site [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be). Publié sur le site [www.rebellion.org](http://www.rebellion.org):  
<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=125764>